CICR

Genève / Damas (CICR) – **Deux ans** après le début des **violences** en **Syrie**, les **besoins humanitaires** sont plus importants que jamais. Les civils continuent de payer un lourd tribut au **conflit armé** et luttent pour survivre au quotidien. Ils ont à subir les effets de violents affrontements ainsi qu'une constante détérioration de leurs conditions de vie, et rien ne laisse entrevoir la fin de leurs souffrances.

« Des centaines de personnes meurent chaque jour en Syrie. Des millions ont été déplacées à l'intérieur du pays, tandis que d'autres ont fui vers des pays voisins et vivent dans une grande précarité », affirme Robert Mardini, chef des opérations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour le Proche et le Moyen-Orient. « Des dizaines de milliers de personnes sont détenues ou portées disparues. Les familles qui sont sans nouvelles de leurs proches cherchent désespérément à savoir ce qu'il est advenu d'eux. Les services de santé se sont fortement dégradés, des structures médicales sont prises pour cibles et des membres du personnel de santé sont tués, menacés ou placés en détention alors qu'ils tentent de sauver des vies. Les biens et les infrastructures ont subi d'importants dégâts, et des zones entières sont en ruine. »

Le CICR demeure profondément préoccupé par le sort et les conditions de vie des personnes détenues en relation avec le conflit armé. « Nos efforts répétés pour reprendre les visites aux détenus n'ont jusqu'ici pas donné les résultats escomptés. Actuellement, nous ne disposons pas d'informations de première main sur la situation des détenus, ce qui nous inquiète beaucoup. Nous poursuivrons nos démarches auprès des autorités syriennes afin qu'elles prennent des mesures concrètes pour nous permettre de visiter les détenus. Cela reste l'une de nos priorités », ajoute M. Mardini.

« On ne peut que déplorer le fait qu'un nombre élevé de civils soient tués ou blessés chaque jour, une triste réalité à laquelle les gens commencent hélas à s'habituer, explique M. Mardini. Au cours des deux dernières années, de nombreux rapports et témoignages faisant état d'atrocités commises à l'encontre de civils ont été recueillis ; nous avons également vu des

civils être victimes d'attaques indiscriminées et des agents de santé ou des travailleurs humanitaires être pris pour cibles. Ces violations répétées du droit international humanitaire et des principes humanitaires fondamentaux, commises de part et d'autre, doivent cesser. »

Les parties au conflit ne se sont pas rapprochées d'une solution politique, et la communauté internationale n'est pas non plus parvenue à engager des négociations pour mettre un terme à ce conflit armé. Dans le même temps, et malgré les énormes efforts déployés par une poignée d'organisations humanitaires présentes sur le terrain, l'aide apportée à la population syrienne est loin de couvrir des besoins qui ne cessent de croître.

Le CICR et le Croissant-Rouge arabe syrien ne ménagent aucun effort. Œuvrant par-delà les lignes de front, ils s'emploient à apporter des secours dans certaines des régions les plus durement touchées, tant sous le contrôle du gouvernement qu'aux mains de l'opposition. Rien qu'au cours des trois dernières semaines, ils ont pu accéder à trois régions contrôlées par l'opposition et ont distribué des secours dans les gouvernorats de Homs, Hama et Idlib. « Ces deux dernières années, des millions de personnes ont reçu de l'aide, mais ce n'est pas suffisant. Les besoins augmentent plus vite que notre capacité à y faire face. Les problèmes de sécurité et l'impossibilité d'accéder à certaines zones nous empêchent de répondre comme il se doit. »

« Actuellement, nous ne sommes pas en mesure d'atteindre l'ensemble de la population touchée. Nous sommes fermement convaincus que les États doivent jouer un rôle positif en exerçant une influence accrue sur les acteurs qui sont à même d'assurer un meilleur respect du droit international humanitaire. Cela contribuerait sans doute à créer les conditions nécessaires pour qu'une action humanitaire impartiale puisse être menée en temps réel », conclut M. Mardini.